



« Ce n'est pas difficile de monter un atelier dans une cave » : au Maroc, plongée dans le Tanger souterrain du monde de la confection

Par Ghalia Kadiri

Publié le 1^{er} mars 2021

REPORTAGE La mort de vingt-huit personnes, début février, dans un atelier de textile tangérois a mis en lumière ces caves plus ou moins clandestines, dans lesquelles des milliers d'employés, en majorité des femmes, fabriquent des vêtements.

Tanger, un petit matin d'hiver. Alors que le jour tarde à se lever, une vingtaine de femmes, ombres dans la pénombre, se présentent devant un immeuble résidentiel encore endormi. Elles s'avancent en silence, tête baissée, et pénètrent dans un local sombre et humide. A l'intérieur, une poignée d'hommes sont occupés à mettre en route des machines de découpe de tissu. Leurs regards ne croisent pas ceux des femmes, le visage caché par des masques blancs. L'une après l'autre, elles descendent au sous-sol. Les voici bientôt dans une cave d'une quarantaine de mètres carrés réservée à la confection. Pas de fenêtre, ni d'issue de secours.

Lamia – les prénoms ont été modifiés –, une couturière de 36 ans, enfile une blouse et commence à assembler divers vêtements. « *Voici la collection d'été en avant-première !* », ironise-t-elle. Sur les tables encombrées, entre les machines à coudre déjà bourdonnantes, s'empilent des tee-shirts, des shorts et des minijupes griffés Zara, Bershka ou Kiabi. « *La plupart du temps, le chef de salle nous enferme à clé, souffle Lamia. Dieu merci, l'autre jour, nous avons été épargnées.* »

Cet « *autre jour* », c'était le 8 février, ce lundi où des pluies torrentielles se sont abattues sur la ville et où vingt-huit ouvriers, dont dix-neuf femmes, sont morts dans un atelier installé en pleine zone inondable. Tous ont péri noyés, piégés dans le sous-sol où ils travaillaient. « *L'eau a eu l'effet d'un tsunami, ils ont été submergés en quelques secondes*, résume Ahmed Ettalhi, président de la commission d'urbanisme à la commune de Tanger. *Rien de tout cela n'était autorisé : ni la présence d'une cave ni celle d'une unité industrielle.* »

Des ouvrières sans protection

Au moment de l'inondation, Lamia et ses collègues sont sorties à temps de leur propre atelier, situé non loin de là. « *On aurait pu y passer, chuchote-t-elle. Certaines des employées de l'atelier touché étaient mes amies.* » Comme des dizaines d'autres travailleuses contraintes d'évacuer les caves du quartier, Lamia s'est retrouvée devant l'immeuble sinistré. « *On entendait des hurlements, témoigne cette mère de trois enfants. Les ouvrières qui avaient pu s'échapper s'étaient réfugiées sur le toit et criaient au secours. Les ambulances sont arrivées trop tard.* »

A Tanger, des milliers d'ouvriers, en majorité des femmes, sont employés illégalement dans de tels ateliers nommés *hofra* (« fosses », en arabe), aménagés dans les sous-sols et les rez-de-chaussée pour confectionner **les vêtements destinés à des marques étrangères**. Tanger, à elle seule, en compte des centaines, peut-être plus, comme le déplore M. Ettalhi : « *En 2016, nous avons ouvert une liste pour déplacer les usines informelles en zone industrielle. Nous avons reçu 400 demandes. Ajoutez à cela les usines qui ne voulaient pas et celles qui sont arrivées après. C'est énorme !* » La force de ces structures ? Leur capacité à répondre aux fluctuations de la mode en produisant rapidement des séries limitées. Les salariés perçoivent de 180 à 230 euros par mois, soit moins que le salaire minimum marocain (250 euros), le tout sans couverture sociale ni normes de sécurité.

Ni totalement clandestins ni vraiment légaux, ces ateliers ont un statut hybride. « *Les sociétés existent, puisqu'elles sont immatriculées au registre du commerce, mais leurs patrons ne déclarent qu'une infime partie de leurs salariés et opèrent dans des lieux non réglementaires* », indique Mustapha Ben Abdelghafour, vice-président de la chambre de commerce et d'industrie de Tanger. Ainsi, l'atelier inondé a d'abord été présenté comme « *clandestin* » par les autorités, alors qu'en réalité, il existe depuis 2017 sous le nom d'A & M Confection. Son propriétaire, Adil Boullaili, a été placé en détention provisoire dans le cadre de l'enquête ouverte pour homicides et blessures involontaires.

Au Maroc, le secteur du textile représente plus du quart des emplois industriels. Inditex, maison mère de la marque de prêt-à-porter espagnole Zara, en est le principal client. Selon son directeur général pour la France, Jean-Jacques Salaün, le système de contrôle d'Inditex permet une « *traçabilité absolue* ». « *Nous contrôlons tous nos fournisseurs, notamment au Maroc où nous nous sommes aperçus qu'il existait des contrefaçons de nos produits. Il me*

paraît improbable que nos sous-traitants parviennent à échapper à cette traçabilité. Et je peux vous dire qu'un atelier, s'il n'est pas référencé et audité, ne peut pas faire partie de notre chaîne d'approvisionnement. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour que pareil drame n'arrive jamais. »

Ecosystème florissant

La ville de Tanger, à 14 km des côtes espagnoles, est l'épicentre de ce business très particulier, ainsi qu'un pôle économique majeur tourné vers l'Union européenne. Mais ce dynamisme cache une réalité sociale peu reluisante : une grande partie de la population (1,2 million d'habitants pour l'ensemble de l'agglomération) vit toujours dans la précarité. Le textile y alimente toute une économie souterraine, où chacun rêve de monter sa propre affaire. Ainsi, Adil Boullaili, le patron de l'atelier inondé, a lui-même débuté au sein d'un groupe de confection. *« Il a travaillé chez nous en tant qu'ouvrier, puis chef de chaîne, avant de monter son affaire »*, affirme Meriem Larini, directrice générale du groupe textile Larinor.

Depuis une dizaine d'années, un écosystème florissant permet à des ouvriers ambitieux de créer des mini-unités de confection. Les fournisseurs de machines leur octroient des crédits directs. Ils peuvent ainsi louer un local et parvenir, en recourant à la corruption, à échapper aux contrôles. *« Ce n'est pas difficile de monter un atelier dans une cave, confirme un industriel marocain. Il suffit d'avoir une installation électrique et de quoi soudoyer les autorités. Ensuite, les gens viennent toquer à votre porte pour demander du travail. »*

Pour comprendre d'où viennent les clients de ces petites structures de confection, il faut sortir du centre-ville de Tanger et rejoindre la zone industrielle de Gzenaya. Loin des caves, les usines installées ici arborent toutes sortes de labels et de certifications écoresponsables qui en font des modèles d'éthique. *« Nous avons investi beaucoup d'argent afin de répondre aux critères de responsabilité sociale exigés par les clients »*, indique M^{me} Larini, dont le groupe fournit de grandes marques internationales.

Après avoir été placées sous les feux des projecteurs pour les mauvaises conditions de travail chez leurs fournisseurs, [notamment en Asie](#), bien des marques ont changé de stratégie afin de préserver leur image. *« Des audits et des contrôles sporadiques sont menés par une équipe du groupe Inditex, qui tourne en permanence dans les usines de Tanger. C'est impossible d'y échapper. Des sanctions sont prévues en cas de non-respect des règles »*, assure Meriem Larini. Le groupe espagnol s'est même doté d'un système d'audit interne pour mieux contrôler les pratiques de ses sous-traitants.

« Maillon faible »

Mais la mise à niveau des installations coûte cher aux industriels locaux, surtout face à la concurrence des pays asiatiques et de la Turquie. Alors, pour préserver leurs marges et augmenter leur capacité de production, de grandes usines marocaines sous-traitent une partie de leurs commandes à des unités installées dans les caves de Tanger. *« Les caves ne sont que le maillon faible d'un système tenu par le lobby des patrons d'usines marocaines. Ce sont eux qui encouragent les ouvriers à créer des ateliers souterrains ! »*, dénonce Abdellah El Fergui, président de la Confédération marocaine des très petites et des petites et moyennes entreprises. D'un bout à l'autre du pays, l'existence de tels lieux est un secret de

Polichinelle. « *Chaque usine s'appuie sur trois ou quatre petits sous-traitants qui, eux, violent les normes de sécurité, d'où le drame de l'inondation* », reconnaît M. Ben Abdelghafour.

Voilà comment, depuis 2010, Karima, une couturière de 52 ans, s'est retrouvée à confectionner des tee-shirts de marque dans une cave de la ville. Un travail harassant : neuf heures par jour, cinq jours sur sept, pour 200 euros mensuels. « *Depuis que j'ai pris de l'âge, j'ai mal au dos et je ne vois plus très bien. Alors, mon salaire a diminué* », témoigne cette femme originaire d'un village du Haut-Atlas. Comme des milliers de compatriotes issus du monde rural, Karima est arrivée à Tanger avec sa famille en 2005, en quête d'un emploi. Pendant qu'elle travaille, son époux, victime d'un AVC il y a quelques années, demeure alité. « *Le jour où il est tombé malade, j'ai réalisé que nous n'avons aucune protection sociale.* » Ce souvenir douloureux lui fait monter les larmes aux yeux. « *Je sais que nous sommes en danger : la poussière, les maladies chroniques, les accidents, parfois... Mon cousin a perdu sa main, arrachée par une machine, parce qu'ils ne fournissent pas les gants de protection. Mais, au moins, on a un emploi.* » En 2018, le pays avait enregistré 50 000 accidents du travail provoquant 756 décès, selon le Conseil économique, social et environnemental du Maroc.

Reste à savoir comment ces caves parviennent à échapper au radar des commanditaires, les marques de renommée internationale. Explication d'un directeur d'usine, à Casablanca : « *Ces marques font des audits permettant de contrôler la responsabilité sociale des entreprises auxquelles elles s'adressent, mais pas la phase de production. Elle est là, la faille ! Les marques se donnent bonne conscience en Europe, et ici, elles ferment les yeux.* »

Amortisseur social

La plupart des patrons marocains de textile refusent de s'exprimer. « *Les marques exercent une pression tarifaire telle qu'il est impossible d'être compétitif sans les caves*, murmure tout de même un ancien acteur majeur du secteur. *Elles nous donnent leur prix et si on refuse, elles vont ailleurs, en Turquie ou en Ethiopie.* » Du côté de l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (Amith), on pratique plutôt la langue de bois. « *Nous n'avons jamais entendu parler de ce type de sous-traitance* », s'est contenté de déclarer au Monde son président, Mohammed Boubouh. Depuis le drame du 8 février, cette puissante association professionnelle est pointée du doigt.

Rodolphe Pedro, patron à Casablanca d'une usine de délavage et de teinture écologique soucieuse de lutter contre les pratiques illégales, juge indispensable une évolution des mentalités : « *Le Maroc a un véritable savoir-faire et une proximité géographique avantageuse, mais c'est à nos politiques, y compris l'Amith, de les mettre en valeur. Si nous avions une politique forte qui nous permettait de vendre les atouts du Maroc, les marques ne pourraient plus imposer des prix aussi bas.* »

A Tanger, une militante féministe fait la guerre aux ateliers souterrains : Souad Chentouf. Membre de l'association Agissons avec les femmes, elle cible les autorités locales, le ministère du travail, l'Etat, l'Amith, les marques, les patrons d'usine... A l'entendre, tous doivent « *répondre de leurs actes et de leur négligence* ». Une semaine après le drame, elle a tenté d'organiser un sit-in de protestation, mais les autorités lui ont demandé de le reporter. « *Ils ont peur des répercussions* », analyse-t-elle.

Si les pouvoirs publics tolèrent cette économie souterraine depuis si longtemps, c'est aussi parce qu'elle constitue un amortisseur social important. Fermer les caves reviendrait à mettre des milliers de personnes au chômage. L'élus tangérois Ahmed Ettalhi soupire : « *S'il fallait détruire tous les lieux non réglementaires de Tanger, 60 % de la ville serait à terre. Nous n'avons pas les moyens de lutter contre ce phénomène structurel.* » Chaque semaine, des ouvrières continuent donc de se présenter à la porte des caves. Dès le lendemain de l'inondation du 8 février, Lamia est retournée travailler dans la sienne. C'est dangereux, elle en a conscience, mais elle n'avait pas le choix.